

# Franc-parler

Le journal de l'Union démocratique du centre

L'initiative  
de limitation  
le 17 mai: **OUF+** à une  
immigration  
modérée  
[www.initiative-de-limitation.ch](http://www.initiative-de-limitation.ch)

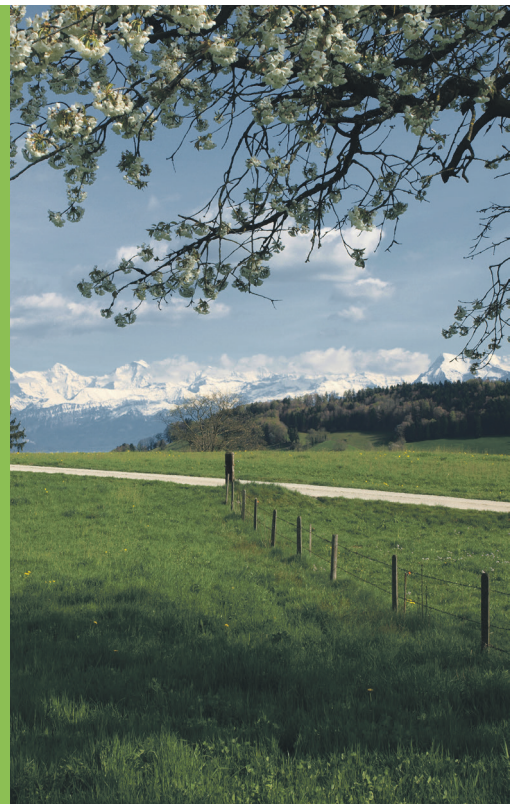
Février 2020



## Trop c'est trop !

*La Suisse était autrefois verte et immaculée. Aujourd'hui, elle est grise, stressée et surchargée de travaux dans de nombreux endroits. Des années d'immigration excessive ont laissé des traces. La dernière chance de l'arrêter enfin s'appelle l'initiative de limitation.*

*Pages 2, 4-5, 7-10 et 12-15*



## Unis dans la lutte pour une immigration modérée



*La réunion des délégués du 25 janvier à Seedorf (UR) a été dominée par le thème de l'immigration. L'Union démocratique du centre (UDC) est unie et prête à se battre pour permettre à notre pays de reprendre le contrôle de son immigration.*

*Page 6*

## L'UDC dans les médias

### Des stars du foot? Non, des candidats de l'UDC

Le parti agrarien lance son album d'autocollants à la manière des Panini chers aux fans de football. Les 300 candidats au Parlement fédéral sont représentés.



Christoph Blocher a bien sûre une vignette à son nom. Et l'idée de cet

LA SUISSE ET L'EUROPE

### «La question européenne a permis à l'UDC de devenir le premier parti de Suisse»

Par Marie Vuilleumier

20. AOÛT 2019 - 10:42



Les relations entre la Suisse et l'Europe ont toujours été complexes et l'histoire continue aujourd'hui avec les négociations sur l'accord-cadre institutionnel.

(Keystone / Martin Ruetschi)

13.08.2019

### Pour l'UDC, la Suisse n'est plus un pays sûr



La Suisse ne doit pas devenir un el dorado de la criminalité, exige l'UDC, qui estime que le pays n'est plus sûr (photo symbolique). © KEYSTONE/WALTER BIERI

## Empêchons une Suisse à 10 millions d'habitants !

Je suis souvent sur la route - de préférence en voiture. Je garde ainsi une certaine flexibilité et je peux rentrer plus rapidement chez moi lorsque les manifestations auxquelles je participe prennent plus de temps que prévu. Cela n'est toutefois plus guère possible aujourd'hui. En effet, quelle que soit l'heure de la journée, il est difficile de circuler de manière fluide sur les principaux axes de la Suisse tant nos routes sont encombrées. Opter pour le train n'est pas non plus une solution: surcharges, retards, voire même suppressions, voilà le lot des chemins de fer. Or ce sont là deux effets concrets de la libre circulation des personnes, qui me rappellent chaque jour que la Suisse a vu sa population augmenter d'un million de personnes en un peu plus d'une décennie. Aujourd'hui, 8,6 millions de personnes vivent dans notre pays. Si la libre circulation des personnes ne ralentit pas d'une manière ou d'une autre, on atteindra bientôt les 10 millions.

Cela étant, la surcharge que connaissent les infrastructures de transport n'est même pas la conséquence la plus grave de cette immigration massive. L'immigration de masse fait encore plus mal lorsque les gens ne peuvent plus payer leur loyer ou que les plus de 50 ans ne parviennent plus à trouver un emploi, pour la simple raison qu'ils sont remplacés par des étrangers provenant de l'UE, plus jeunes et moins chers. Cela vaut également pour notre environnement naturel: la croissance démographique rapide entraîne le bétonnage de notre paysage cultivé et détruit la biodiversité.

Ces conséquences graves liées à la libre circulation des personnes sont ressenties par tous les Suisses. Par nos adversaires également. Mais au lieu de prendre le problème à la racine et res-



treindre enfin l'immigration, ces derniers se bornent à combattre les symptômes en dissimulant les problèmes et en alignant les billets. Par exemple, avec de nouvelles «prestations transitoires» pour les chômeurs âgés. En réalité, cette nouvelle rente permettrait seulement aux entreprises d'échanger avec encore moins de retenue des travailleurs suisses plus âgés contre des étrangers provenant de l'UE, jeunes et bon marché.

Nous pouvons, le 17 mai, mettre fin à cette démesure en disant un OUI clair et franc à l'initiative de limitation et en réduisant enfin l'immigration à un niveau acceptable pour la Suisse. Le combat pour un contrôle indépendant de l'immigration s'apparente à un combat de David contre Goliath. Pour la bonne raison que tous les autres partis, menés par les grandes entreprises, combattent notre initiative visant à limiter l'immigration. Aidez-nous donc à redevenir maîtres dans notre propre pays. Votons OUI !

Albert Rösti

**Conseiller national**  
**Albert Rösti**  
**Président de l'UDC Suisse**

**L'initiative de limitation le 17 mai:**

**OUP**

**à une immigration  
modérée**



[initiative-de-limitation.ch](http://initiative-de-limitation.ch) CCP: 31-572732-0

## Trop, c'est trop - voilà pourquoi la Suisse a besoin d'un OUI à l'initiative de limitation !

**L'immigration massive est un sujet brûlant pour les Suisses. Pour preuve, notre initiative de limitation a recueilli 116 000 signatures en très peu de temps. Le peuple bouillonne. Ce qui n'est guère étonnant, les conséquences négatives d'une immigration excessive étant ressenties par tout un chacun: pression sur les salaires, érosion des services sociaux, chômage des personnes âgées, bétonnage de la nature et infrastructures qui tournent à plein régime - la liste pourrait être longue. Nous pouvons y mettre fin le 17 mai en disant OUI à l'initiative de limitation!**



*L'immigration massive amène la Suisse au bord du gouffre. Le 17 mai est l'occasion de renverser la vapeur.*

L'initiative de limitation élimine enfin les conséquences négatives de la libre circulation des personnes. Nous, Suissesses et Suisses, devons une fois de plus prendre les choses en main. En 1960, 5,4 millions de personnes vivaient encore dans notre beau petit pays. L'année dernière, ce chiffre s'élevait déjà de 8 544 000. Dont 25,1 % sont des étrangers. En d'autres termes, les étrangers qui vivent aujourd'hui dans notre pays sont un peu moins de 2,2 millions. Et l'on ne prend pas en compte tous les citoyens naturalisés. La question que nous devons nous poser est la suivante: combien de temps une telle démesure va-t-elle encore durer? Quand la politique va-t-elle enfin mettre une limite à l'immigration?

### **1 million d'immigrants en 13 ans**

Au cours des 13 dernières années, un million de nouveaux immigrants

sont venus dans notre pays. En terme de besoins en surface de construction, par exemple pour loger ces personnes, cela représente 57 000 terrains de football. Autrement dit, au cours des 13 dernières années, une surface équivalente à celle du canton de Schaffhouse a été recouverte de béton.

Un million de personnes supplémentaires dans le pays signifie également 543 000 voitures en plus sur nos routes, des voitures qui parcourent 9 milliards de kilomètres de plus par an. Les annonces d'embouteillages montrent également l'importance de l'immigration sur le trafic: nos routes sont sans cesse engorgées, on peut difficilement circuler. Le nombre d'heures passées dans les bouchons en Suisse a plus que doublé depuis 2007, date à laquelle la libre circulation des personnes a été introduite. Et cela coûte des milliards de francs à l'économie. Les travailleurs sont maintenant

coincés dans les embouteillages pendant des heures au lieu de pouvoir travailler. Les choses ne vont guère mieux dans les chemins de fer. Les trains surchargés sont devenus la règle, tout comme les retards et les annulations. Les infrastructures arrivent à leurs limites. Et les coûts de leur expansion ne manqueront pas d'exploser à l'avenir. Malgré toutes ces conséquences négatives, les politiciens du PS, des Verts, du PDC et du PLR considèrent toujours la libre circulation des personnes comme le Saint Graal - et en présentent la facture aux contribuables suisses qui travaillent dur.

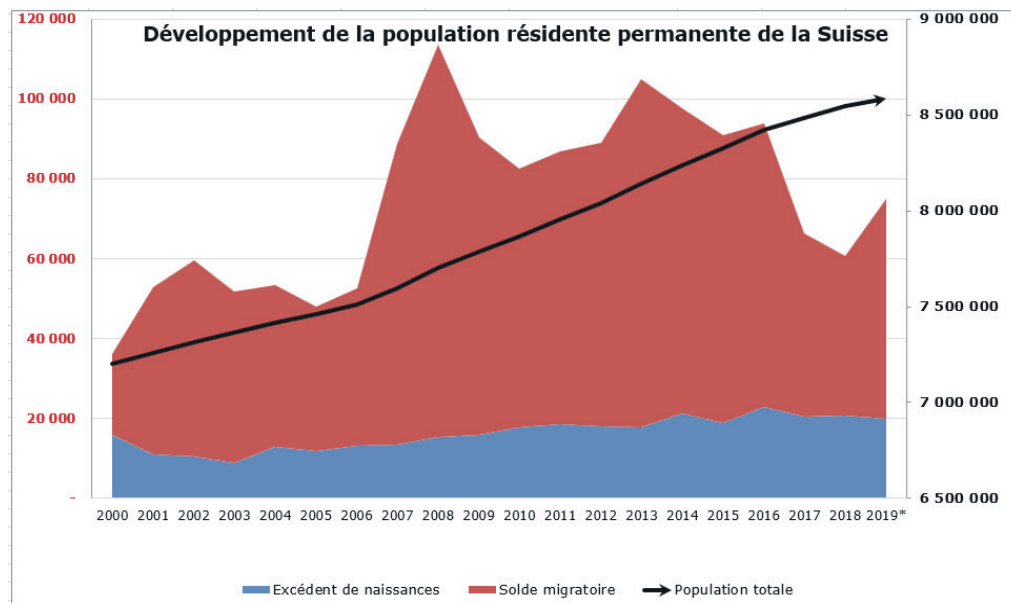
### **Les services sociaux chancellent**

Ce n'est toutefois pas seulement les infrastructures qui en souffrent. Les aides sociales ne s'en tirent pas mieux. Il convient en effet de noter qu'actuellement 6 bénéficiaires de l'aide sociale

sur 10 sont des étrangers. Le nombre de bénéficiaires de l'espace européen a littéralement explosé. Entre 2007 et 2017, le nombre d'Allemands au bénéfice de l'aide sociale suisse a augmenté de 122 %. Ce chiffre se monte à 253% pour les Bulgares. Globalement, la part des bénéficiaires de l'aide sociale provenant de la zone de l'UE a augmenté de 45 %. La proportion des Suisses n'a quant à elle augmenté que de 10%. Voilà qui montre clairement que ce ne sont pas seulement des travailleurs hautement qualifiés qui viennent dans notre pays, mais surtout de nombreux cas sociaux. Des gens qui viennent chez nous pour notre État social performant et non pour travailler. Frontières ouvertes et prestations sociales de qualité ne sont tout simplement pas compatibles. Car on ouvre ainsi toute grande la porte aux abus. A long terme, l'immigration massive détruit nos institutions sociales. L'initiative de limitation mettra enfin un terme à cette situation.

## Des travailleurs suisses se retrouvent à la rue

On constate en particulier que ce sont surtout les travailleurs suisses plus âgés qui sont remplacés par des étrangers plus jeunes et moins chers. Ces mêmes travailleurs suisses se retrouvent sur une voie de garage sur le plan professionnel. Bien qu'ils souhaitent toujours travailler, ils ne trouvent plus d'emploi et sont littéralement exclus de la vie professionnelle, et ce, grâce à la libre circulation des personnes. De nombreux fanatiques de cette libre circulation oublient qu'eux aussi vont vieillir et que leurs emplois seront à leur tour menacés si cela continue. Le Conseil fédéral a d'ailleurs reconnu le problème. Ce qui ne l'empêche pas de faire le mauvais



Le graphique montre clairement depuis quand la population de la Suisse a augmenté de manière spectaculaire : depuis l'introduction de la libre circulation des personnes avec l'UE en 2007. (Source : Présentation propre basée sur l'OFS)

choix en créant une nouvelle prestation sociale, la rente-pont. Au lieu de s'attaquer au problème des travailleurs âgés, le Conseil fédéral les encourage en effet à prendre leur retraite anticipée. Une approche qui ne fait qu'aggraver la pénurie de travailleurs de qualité. Un véritable scandale! On peut d'ailleurs constater d'une manière plus générale que la libre circulation des personnes n'attire justement pas des travailleurs étrangers hautement qualifiés, mais plutôt les bon marché, qui poussent les travailleurs suisses vers la sortie. Seul un étranger de l'UE sur cinq exerce en Suisse une profession où il existe une réelle pénurie. Les autres, soit 80 %, contraignent nos propres concitoyens à quitter le marché du travail.

## Il faut donc dire OUI le 17 mai !

Ce n'est pas là ma Suisse. Je veux pouvoir à nouveau décider moi-même qui peut venir dans mon pays. Je veux que les travailleurs d'un certain âge aient une chance d'exercer une activité lucrative. Je veux des services sociaux performants qui ne soient pas pillés par les étrangers de l'UE. Je veux qu'une langue nationale soit parlée dans nos

écoles et que l'on chante des chants de Noël chrétiens.

L'initiative de limitation vise à remédier enfin aux dérives induites par la libre circulation des personnes. La Suisse doit à nouveau avoir la haute main sur l'immigration. Si le peuple vote en faveur de l'initiative, le Conseil fédéral disposera d'un an pour négocier avec l'UE la suppression de la libre circulation des personnes. Si cela ne marche pas, la Confédération mettra un terme à la libre circulation des personnes dans un délai d'un mois. L'initiative est bel et bien formulée dans des termes qui nous sont propres. D'abord on négocie, puis, si cela ne débouche sur rien, on sait où aller. Il s'agit de reprendre notre indépendance dans ce domaine. Vous pouvez nous y aider. En disant OUI à l'initiative de limitation le 17 mai!



Conseiller national et responsable pour la campagne  
Marcel Detling  
Oberiberg (SZ)

## L'UDC se bat pour une immigration modérée

L'assemblée des délégués de l'UDC Suisse à Seedorf (UR) était principalement placée sous le signe de l'immigration – d'une immigration modérée, objectif central de l'initiative de limitation qui sera soumise au peuple le 17 mai prochain.



« Nous ne voulons pas d'une Suisse à 10 millions d'habitants », a déclaré Albert Rösti, président de l'UDC Suisse, le 25 janvier à Seedorf (UR) devant l'assemblée des délégués qui a réuni plus de 500 personnes (380 délégués et 150 hôtes). L'UDC est motivée à se battre pour que les Suissesses et les Suisses redeviennent maîtres chez eux et puissent à nouveau gérer de manière autonome l'immigration dans leur pays. Les délégués ont aussi décidé par 356 voix contre 8 et 3 abstentions de recommander au souverain suisse d'accepter la loi révisée sur la chasse qui sera soumise au peuple le même jour.

## NEW SUZUKI PIZ SULAI® 4x4

SUZUKI  
0.9%  
HIT-LEASING

IGNIS PIZ SULAI® 4x4 (HYBRID)

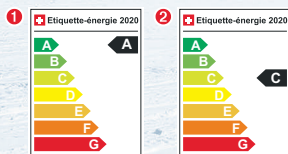
DES Fr. 19 490.- Fr. 131.-/MOIS

SWIFT PIZ SULAI® 4x4 (HYBRID)

DES Fr. 20 490.- Fr. 138.-/MOIS

SX4 S-CROSS PIZ SULAI® 4x4

DES Fr. 27 490.- Fr. 208.-/MOIS



GRATUIT  
QUATRE ROUES  
D'HIVER  
PREMIUM

ALLGRIP 4x4

Piz Sulai  
AVANTAGES CLIENT JUSQU'A:  
**Fr. 2370.-**  
Série spéciale limitée,  
jusqu'à épuisement du stock.

**ROULER SUZUKI, C'EST ECONOMISER DU CARBURANT:** New Suzuki SX4 S-CROSS PIZ SULAI® 4x4, boîte manuelle à 6 rapports, Fr. 27 490.-, consommation de carburant normalisée: 7.31/100 km, catégorie de rendement énergétique: C 2, émissions de CO<sub>2</sub>: 164 g/km; New Suzuki Swift PIZ SULAI® 4x4, boîte manuelle à 5 rapports, Fr. 20 490.-, consommation de carburant normalisée: 5.81/100 km, catégorie de rendement énergétique: A 1, émissions de CO<sub>2</sub>: 131 g/km; New Suzuki Ignis PIZ SULAI® Hybrid 4x4, boîte manuelle à 5 rapports, Fr. 19 490.-, consommation de carburant normalisée: 5.91/100 km, catégorie de rendement énergétique: A 1, émissions de CO<sub>2</sub>: 132 g/km; **photo grand format:** New Suzuki SX4 S-CROSS PIZ SULAI® Top 4x4, boîte manuelle à 6 rapports, Fr. 31 490.-, consommation de carburant normalisée: 7.31/100 km, catégorie de rendement énergétique: C 2, émissions de CO<sub>2</sub>: 164 g/km; New Suzuki Swift PIZ SULAI® Top Hybrid 4x4, boîte manuelle à 5 rapports, Fr. 23 190.-, consommation de carburant normalisée: 5.71/100 km, catégorie de rendement énergétique: A 1, émissions de CO<sub>2</sub>: 128 g/km; New Suzuki Ignis PIZ SULAI® Top Hybrid 4x4, boîte manuelle à 5 rapports, Fr. 21 490.-, consommation de carburant normalisée: 5.91/100 km, catégorie de rendement énergétique: A 1, émissions de CO<sub>2</sub>: 132 g/km. Avantage client y compris prime de Fr. 1 000.- pour la gamme de modèles New Suzuki Ignis. Offre valable jusqu'au 29 février 2020 (immatriculation effectuée d'ici le 29 février 2020).

**Conditions de leasing:** durée 24 mois, 10 000 km par an, taux d'intérêt annuel effectif de 0.9%. Assurance casco complète obligatoire, acompte spécial: 30% du prix de vente net. Le taux d'intérêt du leasing dépend de la durée. Votre revendeur officiel Suzuki se fera un plaisir de vous soumettre une offre de leasing individuelle adaptée à vos besoins pour la Suzuki de votre choix. Notre partenaire de leasing est MultiLease AG. **Tous les prix indiqués sont des recommandations sans engagement, TVA comprise.**

Le N° 1 des compactes



www.suzuki.ch

## La libre circulation des personnes est utilisée pour attirer une main-d'œuvre bon marché

**L'immigration illimitée en provenance de l'espace européen est avant tout une opportunité pour les grandes entreprises suisses de faire entrer dans le pays une main-d'œuvre bon marché, et ce, de manière incontrôlée. Les PME sont toutefois aussi concernées par la non mise en œuvre de l'initiative sur l'immigration de masse, les faux indépendants de l'espace européen et les mesures d'accompagnement. Il s'agit maintenant de prendre des mesures efficaces et limiter enfin l'immigration.**



*Des travailleurs européens bon marché au lieu de travailleurs suisses : les entreprises en profitent, nous payons.*

La mise en œuvre bureaucratique des mesures d'accompagnement (MAC) en lien avec les accords bilatéraux est particulièrement coûteuse et ardue. Les coûts salariaux des inspecteurs du travail des MAC s'élevaient à eux seuls à 15,1 millions de francs en 2018, à la charge de la Confédération. Au lieu d'avoir à supporter des coûts légèrement plus élevés pour engager des étrangers, voilà maintenant qu'il faut en plus payer pour remplir et contrôler les MAC. Ces nouveaux coûts supplémentaires et les charges administratives qui pèsent sur les entreprises n'ont jamais été calculés par le Conseil fédéral ou les associations professionnelles, et ce, par manque d'intérêt.

### **L'obligation d'annoncer les postes vacants n'est qu'une charge bureaucratique**

En tant que restauratrice, je suis directement concernée par l'obligation d'annoncer les postes vacants. L'année passée, nous avons dû annoncer à plu-

sieurs reprises un poste à l'ORP avant de pouvoir le mettre au concours. Le fait que des personnes avec un numéro de téléphone étranger et vivant dans l'UE puissent postuler directement était pour le moins incompréhensible à nos yeux. La majorité du Parlement considère qu'il s'agit là d'une priorité nationale! Le passage par l'ORP n'était donc selon nous que pure bureaucratie et travail supplémentaire. Nous voulions tout simplement donner du travail à des gens de la région, ce que nous avons finalement réussi à faire.

Le Conseil fédéral s'est aussi lentement rendu compte que cette obligation d'annoncer les postes vacants n'était pas très utile, la liste des professions concernées ayant été considérablement réduite au 1er janvier 2020 par ce même Conseil fédéral. Il est également intéressant de relever que c'est précisément dans les professions pour lesquelles il existe une obligation d'annoncer que la plupart des immigrants de l'UE sont venus en Suisse ces dernières

années. On peut en conclure que des entreprises licencient des travailleurs et les remplacent par des travailleurs européens moins chers et plus jeunes! Les coûts des allocations de chômage et de l'aide sociale seront alors supportés par la collectivité, et le Conseil fédéral veut utiliser la rente-pont prévue pour inciter encore plus les entreprises à exclure les travailleurs âgés.

### **D'autres pays montrent la voie: un système de points permet de contrôler efficacement l'immigration**

Le contrôle de l'immigration serait donc une bien meilleure option, notamment pour les PME. Même avec des contingents, comme nous l'avons connu jusqu'en 2007. On peut également envisager l'introduction d'un système de points moderne, comme celui que connaissent des pays comme l'Australie, la Nouvelle-Zélande, les États-Unis et maintenant aussi le Royaume-Uni, un système qui garantirait que l'économie trouve les employés dont elle a besoin, mais ne peut pas simplement faire appel à de la main-d'œuvre étrangère bon marché sans apporter la preuve du besoin. La conclusion coule de source: le faut tirer enfin sur le frein à main et accepter l'initiative de limitation le 17 mai.

*Conseillère nationale  
et chef de campagne  
Esther Friedli*

*Ebnat-Kappel (SG)*



## Grâce à la libre circulation des personnes, de plus en plus d'étrangers se sentent à l'aise chez nous

**Le cas du bébé abandonné à Därstetten (BE) par sa mère allemande Marion W. a choqué la Suisse. Tout le monde le sait désormais: Marion W. et son compagnon n'ont travaillé ici que pendant très peu de temps. Depuis, les deux perçoivent chaque mois des milliers de francs sans lever le petit doigt. Et si nous jetons un coup d'œil dans les coulisses de l'aide sociale, on s'aperçoit vite que Marion W. et Kurt K. ne sont nullement des cas isolés - «grâce» à la libre circulation des personnes.**



*A peine en Suisse, déjà sous perfusion d'aide sociale : Marion W. n'est pas un cas isolé.*

En décembre 2019, une terrible affaire a été rendue publique. Marion W., ressortissante allemande, abandonnait son nouveau-né dans un atelier accessible au public de Därstetten (BE). Après sa découverte, le bébé a dû lutter pendant des semaines pour survivre - avec succès. Reste maintenant à espérer que cet enfant pourra vivre heureux

dans notre pays. La mère du bébé, Marion W., et son partenaire Klaus K., en revanche, sont maintenant poursuivis en justice. Tous deux étaient venus en Suisse conformément à la libre circulation des personnes. Klaus K. avait travaillé pendant un certain temps dans la construction, tandis que Marion W. a pu le rejoindre grâce au regroupement

familial et a également travaillé en Suisse pendant une courte période.

Il s'agit ici d'un cas qui montre fort bien que - et ce même de pays voisins comme l'Allemagne - ce ne sont plus des spécialistes tels que des ingénieurs ou des médecins qui immigrent aujourd'hui en Suisse, mais des bénéficiaires de la réforme Hartz-IV !

### Comment une telle chose est-elle possible?

Grâce à la libre circulation des personnes, il suffit à tout citoyen de l'UE d'avoir un contrat de travail sur la table pour obtenir un permis de séjour de 5 ans de la part de la Confédération. Selon la pratique des tribunaux, un contrat portant sur une durée de travail de 12 heures par semaine est déjà suffisant - bien qu'il soit évident qu'un tel taux d'activité ne peut probablement pas permettre à la personne en question de mener une vie autonome sur le plan économique.

Klaus K. et Marion W. ont tous deux travaillé ici pendant une courte période, puis ont réalisé apparemment qu'ils pouvaient très bien vivre de l'aide sociale en Suisse - bien mieux que la réforme Hartz-IV en Allemagne. Bien qu'ils n'aient pratiquement jamais payé d'impôts en Suisse, leur commune de résidence, Därstetten dans le canton de Berne, doit leur verser aujourd'hui plus de 1 500 francs d'argent de poche chaque mois. Elle doit également payer un loyer, des primes d'assurance maladie et toutes les autres prestations qu'exige la situation, telles



que les franchises, les quote-part, l'assurance ménage et l'assurance responsabilité civile.

### Le service des migrations a les mains liées

Ils gagnent tous les deux 4000 francs par mois en tout, et ce, sans impôts et sans soucis, sans lever un seul petit doigt. La loi suisse sur les étrangers prévoit certes que les autorités peuvent retirer une autorisation de séjour pour cause de dépendance à l'égard de l'aide sociale. Cela étant, la libre circulation des personnes est un droit international et prime sur notre droit suisse. Avec la libre circulation des personnes, nous devons mettre chaque étranger sur un pied d'égalité avec les Suisses et ne pouvons pas retirer une autorisation de séjour pour cause de dépendance à l'égard de l'aide sociale. Dans le cas qui nous intéresse ici, cela signifie concrètement que le service cantonal de la migration ne peut intervenir qu'après 5 ans au plus tôt.

Comme on a pu également le constater à la lecture des médias, Marion W. a trois enfants en Allemagne dont la garde lui a déjà été retirée. Maintenant, si ses enfants avaient été placés en Suisse, cela aurait signifié 20 000 CHF supplémentaires par mois aux frais du contribuable suisse. On a appris que les enfants avaient été placés chez des tiers en raison de la consommation de drogue de Marion W. Si cette dernière devait également connaître un problème de drogue dans notre pays, les contribuables et les caisses maladie devraient payer la thérapie correspondante.

### Immigré et se tourner les pouces

En tant que responsable des affaires sociales de la municipalité d'Aarburg (AG), je connais malheureusement fort bien ce genre d'exemples. Je mentionnerai ici une autre astuce fréquemment utilisée par les étrangers

vivant en Suisse: ils font entrer clandestinement en Suisse des amis et des connaissances de l'étranger en leur délivrant un contrat de travail. Prenons l'exemple de ce jeune Italien qui est récemment venu en Suisse. Il a obtenu un emploi de pizzaiolo d'un compatriote qui y vit déjà et qui gère une pizzeria. Mais lorsqu'il a voulu commencer à travailler, le propriétaire a dé-

L'initiative de limitation le 17 mai:

**OUP+**  
à une immigration modérée

claré que la situation de son entreprise s'était détériorée et qu'il n'avait plus de travail pour le jeune homme en fin de compte. Ce dernier s'est donc retrouvé directement aux services sociaux sans avoir travaillé ne serait-ce qu'un seul jour en Suisse.

Une autre famille allemande a également immigré en Suisse grâce à un contrat de travail. Le poseur de sols, qui avait vécu en Allemagne sous la réforme Hartz-IV, a perdu son emploi dès la période d'essai parce que ses prestations n'étaient pas à la hauteur. Sa femme a trouvé un emploi de vendeuse à temps partiel, mais a quitté son travail au bout de quelques semaines. Interrogée à ce sujet, elle a déclaré que depuis que son mari était à la maison, elle «souhaitait avoir plus de temps pour la famille». En réalité, aucun d'entre eux ne voulait travailler. Et ils peuvent très bien ne rien faire du tout pendant les cinq prochaines années et vivre au crochet de l'État-providence suisse. Tout est légal - grâce à la libre circulation des personnes.

### AVS: peu versé, mais mêmes droits

La libre circulation des personnes n'est pas un modèle de réussite, mais

un passeport gratuit pour chaque Européen qui veut piller le système de sécurité sociale suisse. Même la Confédération a conclu dans son rapport sur la libre circulation des personnes que l'immigration n'était pas une bonne affaire pour l'assurance chômage et l'aide sociale, car ce sont principalement les étrangers qui en bénéficient et qui reçoivent presque davantage qu'ils ne payent.

En ce qui concerne l'AVS, l'immigration aurait toutefois été un succès total, si l'on en croit la Confédération. Certes, si l'immigration concerne principalement des jeunes, elle doit inévitablement avoir un effet positif sur l'AVS - du moins à court et moyen terme. Mais à plus long terme, ces mêmes personnes auront également droit à une rente AVS, même si elles n'ont pas cotisé dès le départ, qu'elles n'ont travaillé qu'à temps partiel ou qu'elles étaient dépendantes de l'aide sociale. Bien que ces personnes bénéficient toutes d'une rente AVS minimale, elles sont mises sur le même pied d'égalité que les Suisses. En d'autres termes: si la rente minimale de l'AVS ne suffit pas à couvrir le minimum vital, les personnes concernées ont droit à des prestations complémentaires.

En outre, la «qualité» des immigrants a beaucoup souffert ces dernières années: lors de l'introduction de la libre circulation des personnes, il s'agissait principalement de travailleurs qualifiés comme des médecins et des ingénieurs qui étaient concernés, aujourd'hui, ce sont surtout des travailleurs peu qualifiés originaires de Roumanie et de Bulgarie.

Conseillère nationale  
Martina Bircher

Aarburg (AG)



# Les bilatérales I sont avant tout dans l'intérêt de l'UE

**L'initiative de limitation est nécessaire de toute urgence. Et même si les accords bilatéraux I devaient être résiliés, la Suisse n'aurait rien à craindre. Au contraire, les avantages des accords bilatéraux I ne l'emportent en rien sur les effets négatifs induits par la libre circulation des personnes.**

L'argument que l'on entend le plus souvent contre l'initiative de limitation - dont on a besoin de toute urgence ! - est que si la Suisse met fin à la libre circulation des personnes, l'Union européenne mettra elle aussi fin à tous les accords bilatéraux I. Les opposants à l'initiative populaire de l'UDC affirment que cela ne manquerait pas d'avoir de graves conséquences pour notre économie. On surestime largement l'importance économique des accords bilatéraux I. Nous avons déjà entendu des menaces similaires en 1992, avant le vote sur l'Espace économique européen (EEE). Mais que s'est-il passé à l'époque après que le peuple et les cantons ont dit «non»? L'économie suisse s'est bien mieux portée que celle de l'UE.

On prétend également que les accords bilatéraux qui ont été conclus ont permis à la Suisse d'accéder au marché de l'UE. En réalité, l'accord de libre-échange de 1972 garantit un accès mutuel au marché entre l'UE et la Suisse. En outre, la Suisse est membre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), tout comme l'est l'UE. Le fait d'appartenir à cette organisation interdit les mesures discriminatoires dans les échanges réciproques. L'accès au marché de l'UE est en fait réglementé et garanti à plus de 90 % par l'accord de libre-échange et l'OMC.

## Plus que 45% des exportations vers l'UE

Aujourd'hui, les organisations économiques et de nombreux hommes politiques se comportent comme si tous les accords bilatéraux avec l'UE seraient remis en question en cas d'une

éventuelle suppression de la libre circulation des personnes. En réalité, à part cet accord sur la libre circulation, seuls 5 sur les plus de 120 accords bilatéraux avec l'UE seraient concernés. Comme tendent à le montrer les faits ci-après, on surestime largement les accords bilatéraux I:

En 2001, l'année précédant l'entrée en vigueur des accords bilatéraux, 64% des exportations suisses étaient encore destinées à l'UE. Aujourd'hui, ce chiffre n'est plus que de 44%. Pour la première fois dans l'histoire de la Confédération, on constate que les exportations

## Les opposants à l'initiative populaire de l'UDC affirment que cela ne manquerait pas d'avoir de graves conséquences pour notre économie.

vers l'UE sont inférieures à celles vers le reste du monde. Nos marchés en développement se trouvent en Amérique et en Asie. Il n'existe aucun accord avec les pays de ces continents comparable aux accords bilatéraux conclus avec l'UE, et encore moins un accord sur la libre circulation des personnes. Il n'existe même pas d'accords de libre-échange avec de nombreux pays.

## Calcul coûts-bénéfices en défaveur de la Suisse

Les avantages des accords bilatéraux I ne l'emportent en rien sur les inconvénients majeurs qu'entraîne la libre circulation des personnes. Une analyse du calcul coûts-bénéfices montre que la Suisse doit supporter une charge de plus en plus lourde. Les ac-

cords bilatéraux I qui seront remis en question en cas d'abolition de la libre circulation des personnes ne seraient en aucun cas vitaux pour la survie de la Suisse.

- Les marchés publics sont dans l'intérêt de l'UE, car les entreprises suisses sont souvent incapables de participer aux appels d'offres de l'UE en raison des coûts salariaux élevés.

- L'accord sur les transports terrestres avec un axe nord-sud court, un prix de transit beaucoup trop bas et l'approbation des camions de 40 tonnes a été négocié à l'avantage de l'UE. Il est presque impensable que l'Allemagne, l'Italie, l'Autriche, la France et les pays du Benelux permettent que cet accord ne soit pas renégocié immédiatement.

- En cas de résiliation de l'accord sur le trafic aérien, y compris l'obligation de reprendre de futures réglementations, aucun effondrement du trafic aérien ne serait à craindre, car un grand nombre de compagnies aériennes sont heureuses de voler vers la Suisse et les anciens accords internationaux sont toujours en vigueur.

- L'abolition de l'accord agricole avec l'UE n'aurait pas d'impact notable sur la Suisse.

- L'accord sur les obstacles techniques au commerce a pour objet le traitement administratif bilatéral de la certification des produits. Même selon les calculs d'Economiesuisse, les économies réalisées sont inférieures au



*Bilatérales I : L'UE en est le principal bénéficiaire.*

coût de redevance SSR, que l'organisation faîtière a soutenue.

- En ce qui concerne l'accord sur les programmes de recherche de l'UE, il expirera de toute façon en 2020 et devra être renégocié. La Suisse doit échanger des idées avec les meilleurs! Et seules les universités situées en dehors de l'UE, notamment aux États-Unis et au Royaume-Uni, sont meilleures que nos écoles polytechniques.

### **Modéré plutôt que massif**

Le facteur décisif n'est pas la croissance économique absolue, qui augmente naturellement avec l'augmentation du nombre d'habitants. Ce qui, en effet, est décisif pour la prospérité, c'est la croissance par habitant.

C'est un fait qu'entre 1945 et 2001 (donc avant l'introduction des Bilatérales I), la croissance annuelle du

produit intérieur brut par habitant en Suisse était en moyenne de 2 % - sans la libre circulation des personnes. Depuis l'introduction de la pleine liberté de circulation des personnes en 2007, la prospérité - mesurée par le PIB par habitant - stagne. Dans le même temps, la croissance de la productivité par habitant a fortement baissé; nous sommes à l'avant-dernière place en Europe, juste devant l'Italie. Notre taux de chômage était de 2,9 % en 2001, mais il est aujourd'hui de 4,8 %. En Suisse romande et au Tessin, le taux de chômage est passé de 3,55 % (2001) à 7,14 % (2019).

En 13 ans, un million de personnes supplémentaires ont immigré dans notre pays. La Suisse compte aujourd'hui le même nombre d'habitants que son voisin autrichien, mais elle est deux fois moins grande et sa surface habitable est encore beaucoup plus petite en comparaison. L'immigration massive

est une surcharge, elle nous coûte, elle nous stresse et elle nous prive d'une grande partie de notre qualité de vie. C'est cette même qualité de vie qui a fait de notre pays le plus beau du monde - où l'on ne connaît pas le stress de la densité, la criminalité, le bétonnage, l'effondrement des services sociaux et la hausse du chômage.

Ceux qui ne veulent pas que nous vivions une nouvelle immigration nette d'un million de personnes au cours des 13 prochaines années voteront «oui» à l'initiative de limitation le 17 mai. Elle offre la dernière chance à notre Suisse de rester suisse.

*Conseiller national  
Thomas Matter*

*Meilen (ZH)*



## L'immigration démesurée entraîne la paralysie du trafic

**Notre réseau routier et ferroviaire est déjà aux limites de ses capacités. Parallèlement, de plus en plus d'étrangers arrivent en Suisse en provenance de l'UE. Et ces personnes ne restent pas immobiles, mais se déplacent chaque jour. Une situation qui pourrait bientôt coûter des milliards à la Suisse. Car si l'on ne met pas enfin un frein à l'immigration, les coûts vont augmenter de façon spectaculaire et notre qualité de vie pourrait rapidement diminuer.**

Une immigration incontrôlée fait que la population de la Suisse augmente chaque année. Cette augmentation constante induit des coûts élevés dans les domaines des transports et des infrastructures. Sans l'autonomie de la Suisse pour contrôler l'immigration de personnes en provenance des Etats de l'UE/AELE, nous enregistrons chaque année 590 millions de personnes-kilomètres sur les routes dus aux immigrants.

Les coûts qui y sont liés et l'effort nécessaire pour assurer la mobilité des citoyens sont extrêmement élevés - le réseau de transport doit être continuellement étendu via des investissements se chiffrant en milliards. La route comme le rail arrivent d'ores et déjà aux limites de leur capacité: les embouteillages et les temps d'attente ainsi que les trains surchargés sont désormais à l'ordre du jour.

### **On ne stoppe pas l'immigration, mais on veut sauver l'environnement**

Si on ne freine pas l'immigration, la Suisse sera sous pression pour réaliser des investissements massifs à court plutôt qu'à moyen terme afin d'éviter un effondrement du réseau de transport.

On oublie d'ailleurs souvent que les charges supplémentaires induites par les transports entraînent des émissions de CO2 élevées. Les opposants à l'initiative de limitation se contredisent à ce niveau: ils ne veulent pas stopper l'immigration, mais sauver l'environnement. Il s'agit là d'une mission impossible si la majorité des citoyens de l'UE au bénéfice d'un faible niveau d'éduca-



*Les embouteillages sur le chemin du travail : sur les autoroutes suisses, cela fait désormais partie du quotidien.*

tion continuent à venir en Suisse et s'ils louent une voiture de sport polluante dès qu'ils ont reçu leur premier salaire - dans la mesure où ils ont trouvé un emploi. Ce n'est bien évidemment pas parce qu'ils ont absolument besoin d'une telle voiture, mais simplement pour le prestige qui lui est lié.

### **Une circulation chaotique comme dans les banlieues**

On observe dans les régions frontalières ainsi que dans les grandes villes de Suisse une véritable « ghettoïsation » due à l'immigration massive. A cela s'ajoute le fait que chaque étranger de l'UE possède une voiture qu'il veut utiliser tous les jours. Et en raison des prix exorbitants des logements dans les villes, on assiste à l'émergence d'une situation typique des banlieues, qui se caractérise notamment par une circulation chaotique.

Une diminution de l'immigration n'est pas envisageable sans une ré-

glementation autonome de la Suisse, telle qu'elle existait avant l'Accord sur la libre circulation des personnes. En conclusion, il faut bien avouer que la Suisse ne peut plus se permettre une augmentation excessive et rapide de sa population en raison principalement de problèmes liés aux infrastructures. C'est la raison pour laquelle la Suisse doit pouvoir décider elle-même de ce qu'elle veut faire - sinon elle devra s'adapter. Et si nous devons nous adapter à un moment donné, nous ne pourrions le faire qu'à la baisse, avec à la clé une perte considérable de qualité de vie.

Conseiller national  
Benjamin  
Giezendanner

Rothrist (AG)



# L'immigration menace la sécurité alimentaire et la biodiversité

**Les Verts pointent constamment du doigt nos agriculteurs lorsqu'il s'agit de l'appauvrissement de la biodiversité en Suisse. En vérité, l'agriculture est à la limite de ses possibilités pour la simple raison qu'il faut approvisionner de plus en plus de personnes alors que l'on dispose de moins en moins de terres. Et ce ne sont certainement pas les agriculteurs qui sont responsables de cette situation, mais l'immigration excessive.**

Au cours des dix dernières années, l'immigration nette enregistrée dans notre pays a été d'environ 52'000 personnes par an. Tous ces gens ont évidemment besoin de logements, d'infrastructures de transport, d'écoles, d'hôpitaux, de voitures, de nourriture, d'espace pour les loisirs et bien plus encore. Notre paysage et donc notre agriculture également ne peuvent qu'en subir les conséquences. En Suisse, chaque seconde 1,1 m<sup>2</sup> de terrain est construit. Cela représente chaque année quelque 3500 hectares de terres qui disparaissent, des terres qui sont utilisées pour la production alimentaire et où la biodiversité s'épanouit. Faisons la comparaison suivante, qui éclaire fort bien la situation: avec sa population de 80'000 habitants et une superficie d'environ 3000 hectares, la ville de Lucerne équivaut à peu près au solde migratoire annuel en termes d'espace.

## Moins de terres cultivées

L'expérience des dernières décennies montre que l'on construit surtout autour des villes. Les agglomérations s'agrandissent et comptent toujours plus de bâtiments résidentiels et des zones de circulation supplémentaires. Le canton de Zurich nous en donne un exemple frappant avec des lignes ferroviaires tels que le Limmattalbahnhof en cours de construction, qui va jusqu'au canton d'Argovie, ou encore le Glattalbahnhof, qui relie la région de l'aéroport depuis une dizaine d'années. A cela s'ajoutent toutes les routes en cours de construction ou d'extension. La vallée de la Limmat, le Furttal et le Glattal se

sont développés parallèlement au cours des 30 dernières années pour former une véritable métropole. Presque toutes les activités de construction autour de Zurich ont eu pour cadre les terres cultivées les plus précieuses, les surfaces d'assolement.

## Obligation constitutionnelle

La préservation des terres cultivées n'est pas seulement un souhait de nos agriculteurs qui est de toute première importance pour leur survie, mais également un mandat constitutionnel clair. L'article 104a de la Constitution, l'article sur la sécurité alimentaire que les électeurs ont approuvé avec 78,7% il y a un peu plus de deux ans, stipule en effet: «En vue d'assurer l'approvisionnement de la population en denrées alimentaires, la Confédération crée les conditions pour: a. la préservation des bases de la production agricole, notamment des terres agricoles; [...]».

Autrement dit, la décision des votants d'être pour ou contre l'initiative de limitation soulève inévitablement la question de savoir s'ils veulent réduire davantage le degré d'auto-alimentation net. Ce serait dramatique, car ce degré est déjà inférieur à 50%.



*Le vert cède la place au gris : l'immigration fait disparaître d'énormes superficies de terres cultivées.*

## Le cercle vicieux

Nous devrions en conséquence augmenter massivement la part de denrées alimentaires importées de zones de production situées à plus ou moins grande distance et qui ne font l'objet d'aucun contrôle, ce qui est tout sauf neutre sur le plan climatique. Les paysans suisses ont dû, ces dernières décennies, nourrir de plus en plus de personnes avec de moins en moins de terres, tout en augmentant également fortement les surfaces consacrées à la biodiversité, lesquelles sont prises sur leurs terres cultivées.

Dans de larges cercles de la population, en particulier dans le camp gauche-vert, il n'y a pas un jour où l'on ne déplore pas la perte de la biodiversité dans notre pays. Avec le développement des lotissements et l'utilisation accrue du paysage cultivé pour en faire des parcs de loisirs destinés aux activités de plein air, la biodiversité s'appauvrit de plus en plus. Les organisations de protection de la nature et les partis verts montrent pourtant constamment du doigt l'agriculture et tentent de rendre les paysans responsables de presque tous les problèmes environnementaux. Et ce sont précisément ces mêmes milieux qui ignorent le fait que l'immigration est le principal moteur de l'appauvrissement de la biodiversité et de la hausse des importations de denrées alimentaires.

Conseiller national  
Martin Haab

Mettmenstetten (ZH)



# Comment Schwarzenbach a limité l'immigration

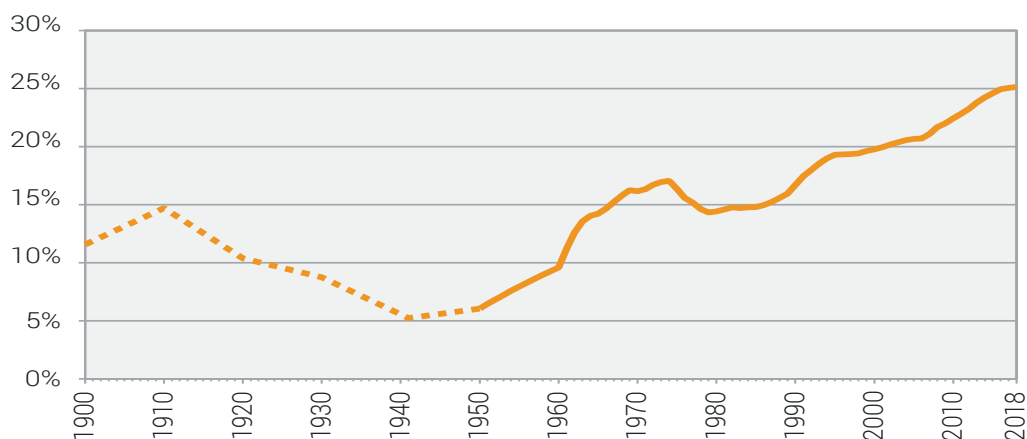
**Comment le Conseil fédéral a-t-il résolu les problèmes d'immigration dans les années 60? En fixant des contingents. L'immigration contrôlée était un modèle qui marchait - jusqu'à l'introduction de la libre circulation des personnes avec l'UE.**



Affiche du Parti démocratique (années 60).

Son nom était si connu que l'on disait tout simplement «initiative Schwarzenbach». Dans les années 60 déjà, la question de l'immigration dominait la politique intérieure suisse. Un homme était inséparablement lié à cette question dans l'esprit des gens, c'était James Schwarzenbach. Né en 1911, Schwarzenbach est issu d'une riche famille d'industriels zurichois bien connue. Il ne fait toutefois pas carrière chez les radicaux, mais est élu au Conseil national en 1967 en tant que membre de l'Action nationale. Il sera le premier représentant au Parlement de «l'Action nationale contre l'emprise étrangère du peuple et de la patrie» comme se nommait alors ce parti. Comment expliquer la notoriété et l'influence de Schwarzenbach en tant qu'homme politique? Même ses adversaires reconnaissaient qu'il avait un talent d'orateur. Mais il ne s'agissait pas seulement de rhétorique. Schwarzenbach reprenait en effet constamment l'une des principales préoccupations de la population. Et

Proportion de la population de résidents permanents étrangers



Quellen: BFS – VZ, PETRA, ESPOP, STATPOP

© BFS 2019

il fera passer le thème de «l'emprise étrangère» avant les partis établis et le Conseil fédéral. Son moyen privilégié: l'initiative populaire.

## Une population étrangère multipliée par deux

Après la Seconde Guerre mondiale, on constate dans un premier temps une immigration contenue d'environ 23 000 personnes par an. La proportion de la population étrangère se situait alors entre 5 et 7 %. Mais la situation change brusquement à partir de 1960. Le boom économique fait que la pression politique s'accroît: ce sont surtout les milieux entrepreneuriaux et libéraux qui exigent alors un afflux illimité de main-d'oeuvre. Et c'est bien ce qui se passera: la population étrangère doublera en quelques années. Plus de 100 000 personnes sont venues en Suisse durant la seule année 1961. En 1965, le Parti démocratique de Zurich (qui rejoindra le PLR en 1971) lance sa première initiative contre la pénétration étrangère. Elle demande que la Constitution fédérale soit complétée comme suit:

«Le nombre des étrangers établis ou en séjour ne doit pas dépasser,

*dans l'ensemble, un dixième de la population résidente. Pour prévenir le danger de pénétration étrangère, le nombre des ressortissants étrangers en séjour doit, dès l'entrée en vigueur de la présente disposition, être abaissé de 5% au moins chaque année jusqu'à ce que le maximum autorisé soit atteint, et compte tenu des exigences humanitaires. Les besoins de l'économie seront pris équitablement en considération.»*

L'initiative demandait donc un quota maximum de 10 % d'étrangers et que le Conseil fédéral atteigne cet objectif étape par étape «compte tenu des exigences humanitaires» et en prenant en considération les besoins de l'économie. Le Conseil fédéral réagira et tentera de freiner l'immigration. Si les taux de croissance diminuèrent certes par la suite, ils restèrent relativement élevés. Autrement dit, le ressentiment et les inquiétudes de la population ne pouvaient que perdurer.

## Le PS reconnaît la problématique de la surpopulation étrangère

Le Conseil fédéral était conscient à l'époque qu'il se devait de continuer

à agir. Il l'a d'ailleurs affirmé ouvertement et de façon quelque peu surprenante en 1967. Le rapport du Conseil fédéral sur l'initiative indique que «des mesures de prévention pour éviter le danger d'infiltration étrangère continueront d'être nécessaires». Compte tenu des mesures déjà décidées et annoncées, le Parti démocratique retire son initiative en 1968. L'heure de Schwarzenbach avait sonné: celui-ci lance alors immédiatement sa propre initiative populaire. Celle-ci demande également une limitation de la population étrangère et des règles plus strictes en matière de naturalisation. L'«Initiative Schwarzenbach» est née.

En 1969, l'initiative est soumise au Conseil national. Tous les partis la rejettent. Les débats montrent toutefois qu'il existe une certaine compréhension pour les craintes de la population. Ce sera en particulier le porte-parole du groupe parlementaire social-démocrate, le syndicaliste Ernst Wüthrich, qui soulignera à ce moment-là que son parti met en garde depuis des années contre «l'inflation de notre économie sur la base du marché du travail étranger».

Wüthrich parle à ses collègues parlementaires bourgeois en toute bonne conscience: l'Union syndicale suisse et le PS avaient en effet soutenu pendant toutes ces années des mesures qui auraient dû conduire à une «stabilisation et à une réduction progressive du nombre d'étrangers». Mais les décisions du Conseil fédéral furent à chaque fois enfreintes par les cantons «sous la pression des employeurs». Le conseiller national socialiste schaffhouseois en vient ensuite à sa troisième et dernière remarque préliminaire: «Sur la base de ces constats, je me sens en droit de dégager de toute responsabilité l'Union syndicale suisse et le Parti social-démocrate concernant l'actuelle surpopulation étrangère. La responsabilité en incombe clairement aux employeurs et aux autorités d'exécution.» Difficile de concevoir de nos

jours des voix syndicales qui s'expriment comme celle d'Ernst Wüthrich.

### Le Conseil fédéral introduit le système des contingents

Le vote approche, l'initiative de Schwarzenbach contre l'emprise étrangère est prévue pour juin 1970. Le Conseil fédéral reconnaît l'état d'esprit de la population et décide en mars de changer radicalement le système régissant l'immigration en introduisant un système de contingents. On fixera dorénavant, pour l'ensemble de la Suisse, le nombre de travailleurs étrangers qui seront admis chaque année. Les citoyens restent néanmoins sceptiques: avec un taux de participation très élevé, l'initiative Schwarzenbach sera rejetée par 54%.

La nouvelle réglementation entre cependant en vigueur. Le Conseil fédéral, en collaboration avec les milieux économiques, définit les besoins en nouveaux travailleurs. L'immigration diminue de manière significative. Avec la récession qui éclate au milieu des années 1970, la population étrangère diminue même de près de 200'000 personnes. Mais la souplesse du système permet aussi de faire remonter les chiffres. On présente souvent aujourd'hui James Schwarzenbach comme un populiste xénophobe. Il a toutefois tout de même réussi à corriger le cap en s'appuyant sur la démocratie directe.

Le Conseil fédéral de l'époque prenait notamment au sérieux le problème de l'immigration et prévoyait un système de contingents qui fera ses preuves pendant trente ans... jusqu'à ce que la Suisse introduise la libre circulation des personnes avec l'UE et renonce ainsi à prendre en main le contrôle de son immigration.

Conseiller national  
Peter Keller

Hergiswil (NW)



### La lutte contre «l'emprise étrangère»

**A partir de 1960: doublement du nombre d'étrangers en Suisse, qui passe de 513'998 à plus de 1 million de 1960 à 1969.**

**1964: le Conseil fédéral décide de limiter le nombre d'étrangers dans les entreprises.**

**1965: le parti démocratique de Zurich présente la première initiative contre l'emprise étrangère. Son but: limiter le nombre d'étrangers à 10 pour cent de la population.**

**1967: James Schwarzenbach est élu au Conseil national pour l'«Action nationale».**

**1968: Le Parti démocratique retire l'initiative. Schwarzenbach lance sa propre initiative, qui entend limiter la population étrangère et introduire des prescriptions plus sévères en matière de naturalisation.**

**1970: l'initiative contre l'emprise étrangère de Schwarzenbach est rejetée par 54% des voix contre 46%. Le principal motif de ce refus: trois mois avant la votation, le Conseil fédéral introduit un système de contingents. Ce dernier fixe combien de travailleurs étrangers peuvent venir en Suisse par année.**

**A partir de 1970: les mesures du Conseil fédéral et la crise économique font que la part des étrangers en Suisse se stabilise autour de 1 million.**

**1973: le Conseil fédéral introduit également des contingents pour les travailleurs saisonniers. Ce système restera en vigueur jusqu'à l'introduction en 2002 de la libre circulation des personnes avec l'UE.**

## Eviter l'enfer de la surpopulation ? Une question d'écologie !

**La population de notre pays ne cesse d'augmenter. La cause ? Nous la connaissons tous. Ce n'est pas parce que nous faisons trop d'enfants ; au contraire, nous sommes, comme toute la Vieille Europe, en plein hiver démographique. Non. La cause, il n'y en a qu'une : l'immigration massive.**

Nous sommes entraînés à nous entasser toujours plus dans un pays déjà petit dont les espaces constructibles, comme les voies de communication, ne sont pas extensibles à l'infini. Les trains sont toujours plus bondés, nos routes et nos autoroutes toujours plus chargées, nos villes bientôt asphyxiées. Les salariés souffrent toujours plus de la pression de la main-d'œuvre importée, frontalière ou non, sur leurs emplois et sur leurs salaires.

### Combien de temps encore ?

Une chose est sûre : il y a une limite. Car il ne saurait y avoir de croissance infinie dans un espace fini, pas plus qu'une augmentation sans limite de la population dans un espace limité. La surpopulation, en effet, aggrave presque mécaniquement tous les problèmes, surtout environnementaux et sociaux. Elle représente un facteur décisif de surconsommation, de sur-

exploitation des ressources naturelles, d'accumulation de déchets et de pollution en général. Elle accroît de manière tout aussi décisive l'épuisement des ressources agricoles indigènes et du même coup, notre dépendance au marché mondial qui la détruit.

### Eviter ce cauchemar à nos enfants

Pour certains, en particulier dans les cercles mondialistes, une Suisse à 10 millions d'habitants (car nous y allons tout droit), c'est un fantasme. Curieusement, c'est aussi le cas pour les Verts, qui croient pouvoir découpler deux sujets, la démographie et l'environnement, pourtant indissolublement liés. A quoi bon, pourtant, écraser de taxes les Suisses dont le travail ne leur permet déjà plus de payer leurs primes d'assurance maladie si l'on ne traite que certains effets de la surpopulation et non pas sa cause ? Pour nous,

c'est au contraire un cauchemar dont nous avons le devoir de préserver notre pays. Eviter ce cauchemar à nos enfants, c'est exactement l'objectif – ou l'un des objectifs – de l'initiative de limitation qui, d'une manière conséquente, propose de limiter, vraiment, l'immigration.

Certains, plus nombreux depuis l'automne dernier au Parlement fédéral, quelques grévistes aussi, tiennent des discours sur l'environnement. Eh bien nous, avec l'initiative de limitation, ce que nous proposons, c'est de réfléchir d'une manière décomplexée sur les causes sur lesquelles nous pouvons vraiment avoir prise et d'agir en faveur de l'environnement. La première d'entre elles, justement, c'est l'immigration, avec ses effets décisifs sur notre qualité de vie et sur le réchauffement climatique.

Nos enfants ont droit à un avenir. Ils ne se contenteront pas de discours. Au contraire, ils veulent des actes. C'en est un, précisément, un acte important que nous leur proposons : pour leur donner une voix, pour en donner une à tous ceux qui ne veulent pas continuer à s'entasser dans une Suisse à 10 millions d'habitants, votons OUI, le 17 mai, à une vraie limitation de l'immigration !



*La surpopulation aggrave presque mécaniquement tous les problèmes, surtout environnementaux et sociaux.*

Conseiller national  
Jean-Luc Addor

Savièse (VS)

